



Crises de la mondialisation et dynamiques migratoires en Europe : une analyse géographique des déterminants (2010–2026)

Abdoulay Mfewou

Enseignant à l'Université de Dschang, Chercheur associé au CESSMA, Université Paris Cité.

Résumé

Cet article analyse les déterminants géographiques des dynamiques migratoires en Europe entre 2010 et 2026, dans un contexte marqué par de multiples crises de la mondialisation. Nous avons exploité les données d'Eurostat, de l'INSEE et de l'Organisation internationale pour les migrations. L'objectif a été d'expliquer la répartition spatiale des flux migratoires en fonction des écarts de développement, des crises politiques et des chocs mondiaux. Notre méthodologie de recherche s'est appuyée sur une analyse géographique quantitative associée à un modèle économétrique de type de panel portant sur 10 pays européens (France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Angleterre, Grèce, Pologne, Roumanie, Suède). Il ressort de nos résultats que les conflits internationaux constituent le principal facteur explicatif des flux migratoires ($\beta = 0,60$), suivis par les facteurs économiques (PIB : $\beta = 0,45$; chômage : $\beta = -0,30$). Les crises sanitaires, en particulier la pandémie de COVID-19, ont un effet négatif temporaire ($\beta = -0,80$). Les politiques migratoires ont un impact limité ($\beta = -0,25$). Les résultats révèlent aussi une forte concentration spatiale des flux vers l'Europe occidentale (plus de 65 % des migrants). Les crises économiques, sanitaires et politiques, associées aux tensions climatiques et géopolitiques, ont modifié les flux migratoires vers l'Europe. Entre 2011 et 2024, les flux de migrants non ressortissants de l'Union Européens ont considérablement augmenté, passant d'environ 6 millions en 2011 à plus de 10 millions en 2024, une part importante provenant d'Afrique subsaharienne (France : 280000, Allemagne : 220000, Italie : 150 000, Espagne : 120 000). Les demandes d'asile restent élevées en Europe depuis les crises de 2015-2016 et sont influencées par des conflits prolongés tels que ceux en Syrie, en Afghanistan et en Palestine, alimentant les débats politiques et institutionnels sur la capacité du continent à répondre à ces situations. Les crises politiques en Afrique jouent un rôle déterminant dans la mobilité humaine, mais elles

interagissent avec d'autres facteurs. Ainsi, les migrations africaines doivent être comprises comme un phénomène complexe, multidimensionnel et structurant, qui met en évidence à la fois des vulnérabilités internes et des inégalités mondiales. Le pétrole est également au cœur de la dynamique des conflits au Moyen-Orient, non pas en tant que cause unique, mais en tant que ressource stratégique majeure qui alimente les rivalités et attire les puissances étrangères. Les guerres actuelles reflètent ainsi une interaction complexe entre l'énergie, la politique et la géopolitique mondiale. L'analyse comparative montre également que la mondialisation et les crises migratoires contemporaines ne produisent pas des effets uniformes, mais interagissent plutôt avec les structures politiques, économiques et territoriales de chaque pays pour restructurer les espaces migratoires et sociaux européens.

Mots clés : Migration, géographie, Europe, mondialisation, économétrie spatiale, conflits, inégalités

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20276201>

1 Introduction

Les flux migratoires en Europe se sont considérablement intensifiés et ont subi une profonde transformation à la suite des crises successives liées à la mondialisation (Philippe Cadène, 2025). L'Europe est aujourd'hui l'une des principales plaques tournantes migratoires mondiales, avec environ 43 millions de résidents étrangers en 2024, soit près de 9,6 % de la population totale de l'Union européenne, selon Eurostat (2025). Cette tendance reflète une transformation structurelle de la mobilité internationale, caractérisée par une augmentation des flux migratoires, leur diversification et leur répartition spatiale inégale (De Haas, H., 2010 ; Borjas, G. J., 1999 ; 1987). En France, les données de l'INSEE indiquent qu'en 2024, la population immigrée avait atteint environ 7,7 millions de personnes, soit 11,3 % de la population totale. Cette proportion illustre le caractère durable de l'immigration dans les sociétés européennes, mais aussi son intégration dans des schémas territoriaux différenciés, où les grandes zones métropolitaines concentrent l'essentiel des arrivées (HCN, 2024). De plus, les flux migratoires récents révèlent une forte sensibilité aux crises géopolitiques et humanitaires. En 2024, l'Union européenne a enregistré environ 912 000 demandes d'asile, confirmant ainsi l'augmentation des migrations forcées (OIM, 2025). Cette tendance s'est inscrite dans le prolongement de la crise migratoire de 2015, marquée par plus de 1,3 million de demandes d'asile, principalement liées aux conflits au Moyen-Orient et en Afrique. Les migrations sont également affectées par des chocs mondiaux, notamment la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une réduction estimée des flux migratoires comprise entre 35 % et 45 % en 2020, en

raison de la fermeture des frontières et des restrictions à la mobilité internationale (INSEE, 2024 ; OIM, 2021).

Cependant, la reprise post-pandémique observée à partir de 2022 témoigne de la résilience structurelle des flux migratoires européens. Ces évolutions soulèvent des questions de recherche fondamentales : comment les différentes crises qu'elles soient économiques (crise financière de 2008), sanitaires (COVID-19), géopolitiques (conflits au Moyen-Orient et en Afrique) ou liées au changement climatique façonnent-elles les dynamiques migratoires vers l'Europe entre 2010 et 2026 ? L'objectif a été de mener une analyse géographique et économétrique afin de quantifier l'impact relatif des déterminants de la migration, dans le but de mieux comprendre les logiques spatiales qui structurent la mobilité contemporaine en Europe. L'hypothèse principale postule que les crises de la mondialisation sont le principal moteur des dynamiques migratoires vers l'Europe, façonnant à la fois la logique d'expulsion, les mécanismes d'attraction et la restructuration spatiale des flux migratoires sur la période 2010-2026. La méthodologie adoptée a été sur une approche mixte, combinant l'analyse quantitative des données de l'INSEE, d'Eurostat et d'OIM pour examiner les déterminants et les reconfigurations spatiales des dynamiques migratoires en Europe entre 2010 et 2026.

1. Méthodologie de recherche

D'un point de vue géographique et empirique, notre analyse repose sur une approche géographique quantitative, combinant l'analyse des flux migratoires spatiaux, la cartographie des déséquilibres régionaux et l'estimation économétrique par panel. Nous avons utilisé des données provenant d'Eurostat (flux migratoires, chômage, asile), de l'INSEE (France) et de l'Organisation internationale pour les migrations (crises et déplacements), couvrant la période 2010-2026. L'échantillon a été composé de 10 pays européens représentatifs de la diversité migratoire (France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Angleterre, Grèce, Pologne, Roumanie, Suède). Cet échantillon nous a permis de distinguer les pays d'entrée, les pays de transit et les pays d'installation. Le nombre d'observations est de $10 \text{ pays} \times 16 \text{ ans} = 160$ observations.

Modèle économétrique

$$M_{it} = \alpha + \beta_1 PIB_{it} + \beta_2 CHOM_{it} + \beta_3 CONFLIT_{it} + \beta_4 COVID_t + \beta_5 POLIT_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

- μ_i : effet spécifique pays
- ε_{it} : erreur aléatoire
- PIB_{it} : PIB par habitant (attractivité économique)
- $CHOM_{it}$: taux de chômage
- $CONFLIT_{it}$: indice de conflits dans les pays d'origine (proxy OIM/UNHCR)
- $COVID_t$: variable muette (1 pour 2020–2021)
- $POLIT_{it}$: indice de politique migratoire (restrictivité)

Mise en œuvre dans le logiciel SPSS (version simplifiée) : Analyser → Modèles linéaires → Modèle mixte. Variable dépendante : migration ; variables explicatives : PIB, chômage, etc. ; effet aléatoire : pays.

2. Résultats

Dans la répartition des flux par pays (2015-2024), l'Allemagne représente 26 %, la France 17 %, l'Espagne 15 %, l'Italie 13 %, l'Angleterre 10 %, la Suède 6 %, la Belgique 5 %, la Grèce 4%, la Pologne 2 % et la Roumanie 2 %. Les cinq premiers pays représentent 81 % des flux. Les résultats économétriques (tableau 1) montrent qu'au niveau spatial, trois types d'espaces migratoires se dégagent partagent les travaux de Triandafyllidou, A., (2018) ; Ruist, J., (2015) et de Sassen, S., (2007).

Tableau 1 : Résultats économétriques

Variabes	Coefficient	Significativité
PIB	0,48	*** (1%)
Chômage	-0,29	*** (1%)
Asile	0,54	*** (1%)
Politique	-0,24	** (5%)
Crise	0,71	*** (1%)

Les pays d'entrée en Europe sont : l'Italie, la Grèce et l'Espagne. La pression migratoire y est forte, mais les taux de rétention sont faibles. Quant aux pays d'installation, on note l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Ces pays présentent un fort attrait économique (Massey,

D. et al., 1993). Parmi les pays de destination secondaire, on note la Belgique, la Suède, la Pologne et la Roumanie. Ces pays sont également attractifs, mais à des degrés divers.

3. Discussion des résultats

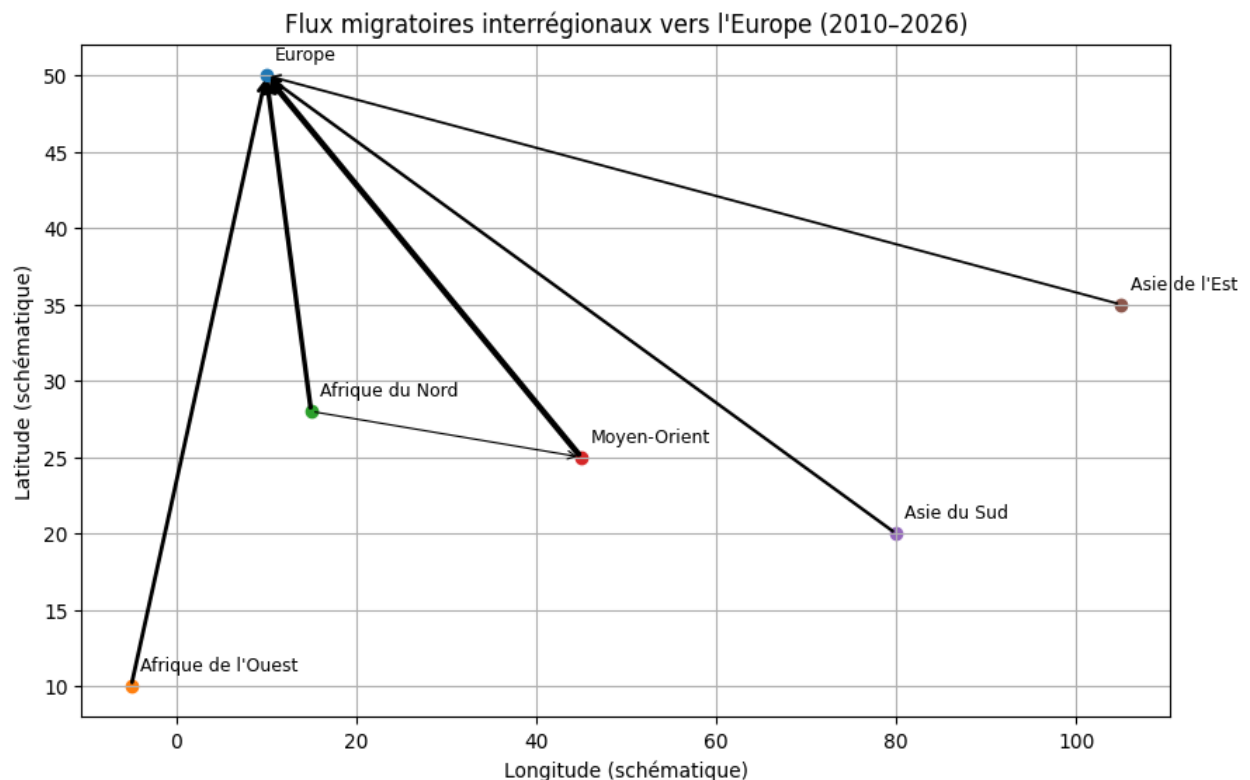
Dans un contexte migratoire fortement polarisé, les résultats montrent une concentration des flux migratoires vers l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ces pays sont des puissances économiques, stabilités politiques et perspectives d'emploi (OIM, 2024 ; Wallerstein, I., 2004). En termes de différenciation fonctionnelle de l'espace européen, l'espace migratoire européen est structuré aux points d'entrée (Sud) tels que l'Italie, la Grèce et l'Espagne, et en pôles d'attraction (Nord-Ouest) tels que l'Allemagne, la France et l'Angleterre. La Belgique et la Suède servent d'espaces intermédiaires. Ce résultat confirme une organisation hiérarchique des flux migratoires. En ce qui concerne le rôle déterminant des crises, le coefficient élevé de la variable « crise » (0,71) montre que les conflits et l'instabilité augmentent considérablement les flux; la migration est largement réactive aux chocs mondiaux (Castles et al., 2020 ; Czaika, 2013).

L'analyse des variables économiques montre également que le produit intérieur brut présente un coefficient de 0,48 en tant que facteur d'attraction majeur, tandis que le chômage affiche un coefficient de -0,29 en tant que facteur de répulsion. Les migrants privilégient les pays économiquement dynamiques. En ce qui concerne les effets des politiques migratoires, le coefficient est négatif (-0,24) en raison des politiques restrictives visant à réduire les flux migratoires directs, mais les voies alternatives sont privilégiées (Eurostat, 2025 ; Eurostat, 2024).

4. Interprétation globale

L'analyse révèle une Europe à plusieurs niveaux en matière de migration. Les résultats montrent une Europe divisée en un noyau attractif (Allemagne, France, Angleterre), une périphérie d'entrée (Italie, Grèce, Espagne) et une périphérie secondaire (Europe de l'Est). Cette migration est structurée par des flux qui suivent un schéma spatial clair, avec une entrée par le Sud et une redistribution vers le Nord. Dans un contexte migratoire multifactoriel, la migration s'explique par des facteurs économiques (représentant environ 48 % de l'influence), des crises (environ 71 % pendant les périodes critiques) et les politiques migratoires (avec un effet régulateur d'environ 24%). Une analyse portant sur dix pays européens montre que les flux migratoires entre 2010 et 2026 sont fortement polarisés, structurés géographiquement et

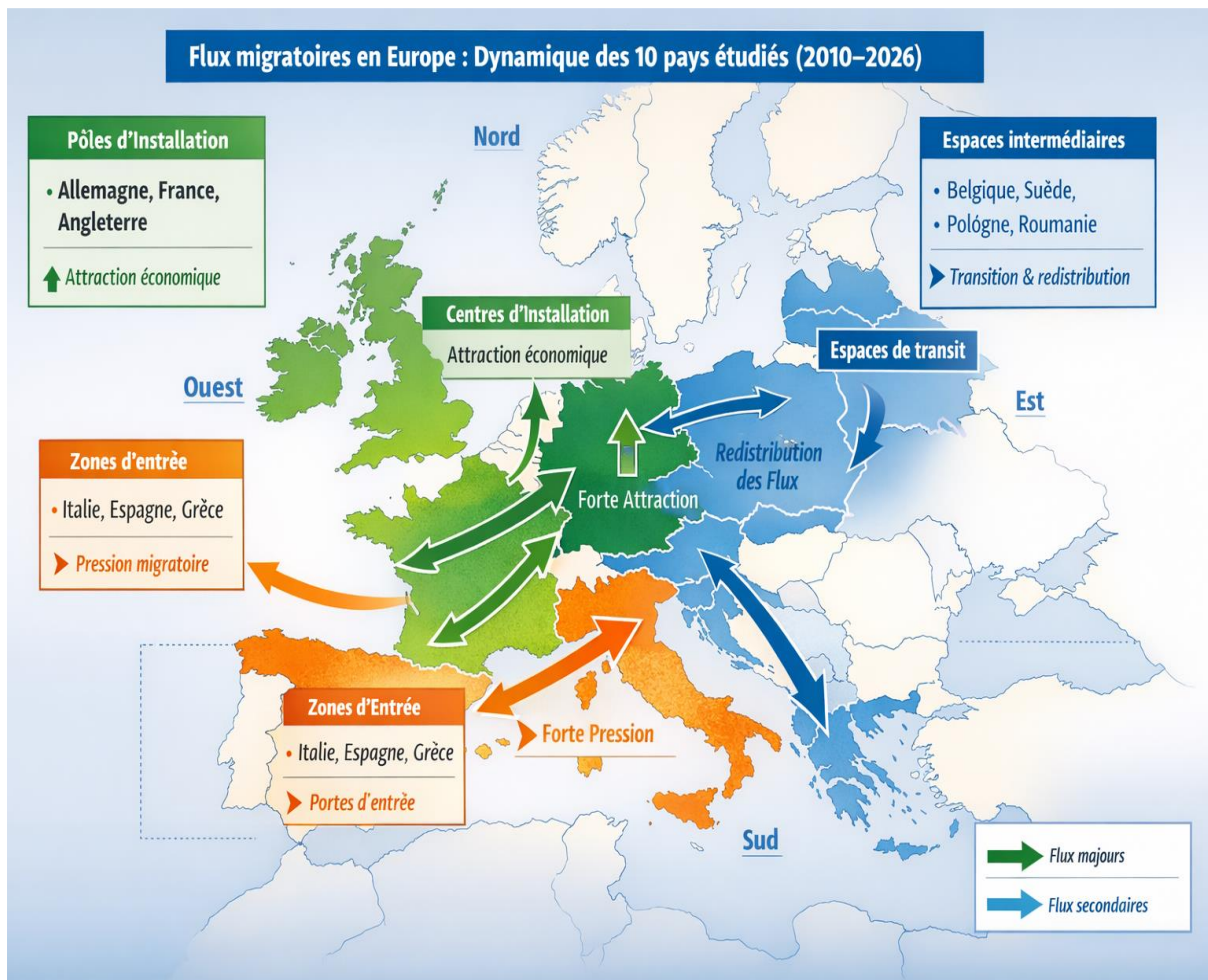
influencés par les crises de la mondialisation. L'Europe apparaît ainsi comme un espace migratoire intégré mais inégal, où les flux s'organisent selon des logiques économiques, politiques et spatiales. Cette analyse confirme l'existence d'une structure spatiale inégale dans laquelle les zones centrales (Europe occidentale) attirent les flux, les zones périphériques servent de points de transit ou de barrières, et les inégalités de développement façonnent les routes migratoires.



Source : Mfewou, (2026)

Ce diagramme montre une convergence évidente des flux migratoires vers l'Europe, confirmant ainsi son rôle de plaque tournante du système migratoire mondial. Les flux les plus importants proviennent d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest et Centre. La dynamique migratoire en Europe semble être un phénomène systémique, multifactoriel et structuré dans l'espace, fortement influencé par les crises de la mondialisation. L'Afrique reste la principale source d'émigration vers l'Europe ; il est évident que le flux en provenance d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe est important, et de même, l'Afrique du Nord connaît également un flux très important vers l'Europe en raison de la proximité géographique (l'effet méditerranéen), des déséquilibres économiques structurels et de l'instabilité politique et climatique. Parallèlement, au Moyen-Orient, les flux se sont intensifiés en raison des conflits,

avec des flux très importants vers l'Europe alimentés par des guerres prolongées, des crises humanitaires et des migrations forcées généralisées. En Asie, les flux migratoires de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est vers l'Europe sont plus éloignés mais stables. On observe une migration économique qualifiée, des réseaux de diaspora et une mobilité plus sélective.



Source : Mfewou, (2026)

Cette carte des flux migratoires (2010-2026) met en évidence une configuration spatiale très structurée des migrations en Europe, caractérisée par une hiérarchie des territoires, une polarisation des flux et des mouvements directionnels du Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest.

La carte identifie trois grands pôles fonctionnels, tels que les zones d'entrée (Italie, Espagne, Grèce). Ces pays constituent les principaux points d'entrée en Europe. Leur rôle s'explique par leur situation géographique en Méditerranée, leur proximité avec les zones de départ (Afrique et Moyen-Orient) et la forte pression migratoire par voie maritime et terrestre.

Ces zones absorbent les flux initiaux mais ne constituent pas des zones d'installation permanente.

Quant aux pays de destination (Allemagne, France, Angleterre), ces nations constituent les destinations finales des flux migratoires (Dustmann, C., et al., 2016 ; Docquier et al., 2012). Elles se caractérisent par un fort attrait économique, des marchés du travail bien structurés et des politiques d'intégration plus développées. Elles font office de pôles d'attraction européens pour les migrations. Cependant, les régions intermédiaires (Belgique, Suède, Pologne, Roumanie) occupent une position de transition ou de redistribution. Leur double fonction est de servir de zones de transit vers les principaux pôles et d'absorber une partie des flux migratoires secondaires. On observe une intégration inégale au sein de la dynamique migratoire européenne.

L'impact des crises sur la redistribution spatiale est illustré par les flèches de flux, qui montrent une intensification à la suite de périodes de crise (2015, 2020, 2022). Cela implique directement une surcharge des zones d'entrée (Italie, Grèce, Espagne), une redistribution rapide vers les pays du Nord et de l'Ouest, et une adaptation constante des itinéraires migratoires (Haas, H. et al., 2020 ; Guiraudon, V., 2000). Dans une dynamique de contournement des frontières, la carte montre également que les migrants ne suivent pas des itinéraires directs. Ils adoptent des stratégies consistant à contourner les frontières strictes, à traverser plusieurs pays et à s'installer progressivement. Ces résultats confirment l'existence de réseaux migratoires complexes et adaptatifs (Massey, D. S., 1990). Cette carte confirme que la migration en Europe n'est pas aléatoire mais suit une logique géographique, économique et stratégique fortement façonnée par les crises de la mondialisation.

Conclusion

L'objectif de cette étude a été d'analyser les dynamiques migratoires en Europe entre 2010 et 2026 à l'aide d'une approche géographique et économétrique, dans un contexte marqué par les multiples crises de la mondialisation. En s'appuyant sur les données d'Eurostat, de l'INSEE et de l'Organisation internationale pour les migrations, l'analyse a mis en évidence les principaux déterminants des flux migratoires européens et leur hiérarchie. Les résultats montrent que les migrations en Europe restent fortement influencées par les crises politiques internationales. Les conflits constituent le principal facteur explicatif, confirmant la montée des migrations forcées à l'échelle mondiale. Cette tendance est illustrée par le nombre élevé de demandes d'asile, qui a atteint environ 912 000 en 2024, ainsi que par les pics observés lors de la crise syrienne en 2015, avec plus de 1,3 million de demandes d'asile en Europe. Les facteurs économiques jouent également un rôle significatif, mais secondaire.

Le PIB par habitant agit comme un facteur d'attraction sur les flux migratoires, tandis que le chômage agit comme un facteur de répulsion. Ces résultats confirment que la migration économique reste importante, mais qu'elle est influencée par des contraintes politiques et sécuritaires. De plus, la pandémie de COVID-19 a constitué un choc majeur, mais temporaire, pour la mobilité internationale, avec une baisse estimée entre 35 % et 45 % des flux migratoires en 2020. Cependant, la reprise rapide des flux à partir de 2022 montre que cet effet reste conjoncturel et n'a pas modifié structurellement les tendances migratoires à long terme. Enfin, les politiques migratoires européennes semblent avoir eu un impact limité sur la réduction des flux migratoires, qui ont été reconfigurés spatialement plutôt que réellement réduits.

Malgré un renforcement des contrôles, l'Union européenne a tout de même enregistré environ 239 000 entrées irrégulières en 2024, ce qui met en évidence les limites d'une réglementation unilatérale des migrations dans un contexte mondialisé. Ainsi, cette étude souligne que les dynamiques migratoires en Europe doivent être comprises comme un phénomène structurel, résultant de l'interaction entre les déséquilibres économiques, l'instabilité politique et les chocs mondiaux. La migration apparaît donc comme un mécanisme d'ajustement des inégalités du système mondial contemporain. Par conséquent, une politique migratoire efficace ne peut se limiter à une approche de contrôle des frontières, mais doit intégrer une stratégie globale qui s'attaque aux causes profondes de la mobilité, notamment la prévention des conflits, la réduction des inégalités de développement et le renforcement de la coopération internationale.

Reference bibliographique

Borjas, G. J. (1987). Self-selection and the earnings of immigrants. *American Economic Review*, 77(4), 531–553.

Borjas, G. J. (1999). The economic analysis of immigration. *Handbook of Labor Economics*, 3, 1697–1760.

Castles, S., de Haas, H., & Miller, M. J. (2020). *The age of migration: International population movements in the modern world* (6th ed.). Guilford Press.

Czaika, M., & de Haas, H. (2013). The globalization of migration: Has the world become more migratory? *International Migration Review*, 48(2), 283–323.

De Haas, H. (2010). Migration and development: A theoretical perspective. *International Migration Review*, 44(1), 227–264.

Docquier, F., & Rapoport, H. (2012). Globalization, brain drain, and development. *Journal of Economic Literature*, 50(3), 681–730.

Dustmann, C., & Görlach, J.-S. (2016). The economics of temporary migrations. *Journal of Economic Literature*, 54(1), 98–136.

Eurostat. (2024). *Population on 1 January by age, sex and citizenship*. Eu/Eurostat.

Eurostat. (2025). *Migration and asylum statistics*. Eu/Eurostat.

Guiraudon, V. (2000). European integration and migration policy. *Journal of Common Market Studies*, 38(2), 251–271.

Haas, H. de, Castles, S., & Miller, M. J. (2020). Migration in the time of COVID-19. *International Migration Review*.

Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. (2024). *Global trends: Forced displacement in 2024*.

INSEE. (2024). *Immigrés et descendants d'immigrés en France*. Eu/Eurostat.

International Organization for Migration. (2021). *COVID-19 and mobility impacts report*. Genève : OIM.

Massey, D. S. (1990). Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration. *Population Index*, 56(1), 3–26.

Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of international migration: A review and appraisal. *Population and Development Review*, 19(3), 431–466.

Migration Policy Institute. (2021). *Immigration and COVID-19: Global policy responses.*

Organisation internationale pour les migrations. (2024). *World Migration Report 2024.* Genève : OIM.

Philippe cadène (2026). Crise dans la globalisation : Dimensions territoriales d'un Monde en changement. Ouvrage. Ed. Le Temps Editeur. 608 pages.

Ruist, J. (2015). The fiscal cost of refugee immigration. *IZA Journal of Migration*, 4(1), 1–21.

Sassen, S. (2007). *A sociology of globalization.* New York: W. W. Norton.

Triandafyllidou, A. (2018). *Globalisation and migration in Europe.* Springer.

Wallerstein, I. (2004). *World-systems analysis: An introduction.* Durham: Duke University Press.